

Non à l'ingérence de l'État Israélien dans la vie universitaire française

5 Mars 2017

La Semaine contre l'Apartheid israélien est une semaine internationale d'événements organisée chaque année par des étudiant-e-s dans plus de 200 universités à travers le monde et 2017 marque sa 13^{ème} édition.

Son but ? Sensibiliser et alerter à travers des conférences, projections de films, expositions et discussions sur le projet colonial et les politiques d'apartheid que l'État d'Israël met en œuvre à l'encontre du peuple palestinien depuis des décennies. Cette semaine d'actions vise aussi à faire connaître le mouvement « Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) » lancé par la société civile palestinienne et offrant aujourd'hui aux citoyen-ne-s du monde entier un moyen concret et non-violent de les soutenir dans leurs luttes pour la dignité, la liberté et la justice.

Cette année encore, Israël et ses relais tentent de faire interdire cette initiative étudiante et citoyenne. Alors que les pressions ont déjà commencé en Grande-Bretagne, c'est aujourd'hui au tour des étudiant-e-s en France d'en être la cible, à Toulouse, Rennes, Paris, Lyon, Marseille, Montpellier, Grenoble, Saint-Étienne, Lille.

D'après un communiqué publié le 3 Mars 2017 via le "Times of Israël"[1]: Aliza Ben-Noun, Ambassadrice de l'État d'Israël en France déclare avoir envoyé une lettre aux maires des 9 plus grandes villes de France pour leur demander purement et simplement de censurer la Semaine contre l'Apartheid Israélien.

Nous souhaitons donc rappeler à Israël et ses soutiens que les articles 10 et 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 garantissent non seulement aux citoyen-ne-s la liberté d'opinion et de conscience mais également la liberté de communiquer cette opinion (le racisme n'étant pas une opinion).

Comme le Conseil constitutionnel l'a rappelé : « La liberté d'expression et de communication est d'autant plus précieuse que son exercice est une condition de la démocratie et l'une des garanties du respect des autres droits et libertés. »

Mais Israël n'est pas une démocratie. C'est une puissance occupante qui colonise en toute impunité des terres, en expulse leurs habitant-e-s et discrimine les citoyen-ne-s en fonction de leur appartenance réelle ou supposée à une ethnie ou à une religion. Voilà la réalité que la Semaine Internationale contre l'Apartheid israélien met en lumière chaque année et les manœuvres d'Israël pour la faire interdire ne font que renforcer ce constat et notre détermination à soutenir la résistance populaire palestinienne.

C'est pourquoi, en dépit des risques sérieux d'atteinte à la liberté d'expression qu'elle représente, cette réaction de l'ambassade montre le succès grandissant de la Semaine contre l'Apartheid israélien et du mouvement BDS qui touchent là où ça fait mal une puissance coloniale de plus en plus isolée sur la scène internationale.

Nous exhortons les destinataires de ces lettres, notamment à Toulouse, à ne pas céder aux injonctions de l'ambassade mais à défendre la liberté d'opinion et d'expression de leurs concitoyen-ne-s et l'indépendance des institutions françaises, notamment universitaires.

Enfin, nous invitons les citoyen-ne-s désireux-ses de défendre leur liberté de pensée à participer aux différentes initiatives organisées près de chez eux.

Pour une carte de ces initiatives : <http://apartheidweek.org/>
et pour suivre l'info ville par ville en France, connectez
vous sur FB: Israel Apartheid week France

[1]

http://www.timesofisrael.com/ambassador-asks-french-cities-to-ban-anti-israel-apartheid-week/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter

BDS France, l'équipe organisatrice de la Semaine contre l'Apartheid israélien et l'AURDIP.